



COMMUNE DE CLAPIERS
www.ville-clapiers.fr

Compte rendu du Conseil Municipal du 23 septembre 2014 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.

Etaient Présents : Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD-DE NONI – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Thierry NOEL – Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Marjolaine AVENTURIER – Christine DAVY – Gilles DUTAU – Monique BARON – Guy MARTRE – Gabrielle CROUZIL – Guillaume BUREL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Guy FILLET – Michel CHASTAING – Bernard DUVIC – Logan GIRARD

Etaient Représentés : Valérie ADAM par Bernard DUVIC – Julien BASCOUL par Éric PENSO – Simon UGUEN par Monique BARON

Etaient absents : Faouzia DAHMANE – Brigitte MIAS – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29

- Présents : 23

- Votants : 26

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.
Madame Séverine TEILHARD-RIOLA est nommée secrétaire de séance.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 juillet 2014

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 juillet 2014 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales – Application de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 16 JUILLET 2014:

- **Décision n° 2014-030 du 17 juillet 2014 :** Conclusion d'un contrat de maintenance du CD ROM « mariage des étrangers » avec la SARL ADIC – Groupe SEDI, domiciliée à UZES d'un montant annuel de 70.00 € HT, d'une durée de 1 an renouvelable trois fois,
- **Décision n° 2014-031 du 26 Août 2014 :** Conclusion d'un contrat de location du logement sis 4 rue de la Cantonnade, d'une durée de 6 ans, moyennant un loyer de 700.00 €, avec Madame JADOT,
- **Décision n° 2014-032 du 11 septembre 2014 :** Prémption de l'immeuble cadastré section BK n° 98 au prix de 74 750.00, d'une contenance de 10 ares, appartenant à Monsieur Laurent Libmann afin d'y installer les services techniques communaux.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 - Affaires générales – Rapport du Président du Syndicat Mixte Garrigues Campagne sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (SMGC)

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Vincent MEYNIER, conseiller municipal délégué auprès du SMGC présente au Conseil Municipal le rapport du Président du SMGC sur le prix et la qualité du service public d'eau potable.

Le Conseil Municipal en prend acte.

03 Affaires générales – Constitution d'une commission extra-municipale « Risques Majeurs » et désignation de ses membres

Monsieur le Maire rappelle que les commissions extra-municipales sont des instances consultatives permettant d'associer les citoyens à la préparation des décisions prises par le Conseil Municipal.

Elles sont librement constituées par le Conseil Municipal qui détermine lui-même leur objet, leur composition et les conditions de leur fonctionnement.

Instances de concertation, de réflexion et de proposition, les commissions extra-municipales associent :

- Les élus municipaux,
- Les représentants des administrés et des associations,
- Des personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a mis en place un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sous la précédente mandature instituée par une Commission dénommée « Risques Majeurs » laquelle a également participé à la constitution d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC).

Le PCS et la RCSC constituent des moyens d'action pour permettre aux communes de gérer les crises nécessitant une réaction rapide telles que les phénomènes climatiques extrêmes (inondations, tempête...), les problèmes sanitaires (épidémie, canicule...), les accidents de toute nature (incendies, transport...).

Il indique qu'il s'avère nécessaire que le Conseil Municipal se prononce sur la création d'une commission extra-municipale « Risques Majeurs » et en désigne les membres, compte tenu qu'ils sont susceptibles d'intervenir en cas d'alerte rouge et dans le cadre de la mise à jour éventuelle du Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Il propose donc au Conseil Municipal :

- de constituer une commission « Risques Majeurs »,
- de fixer à huit le nombre des conseillers municipaux qui siègeront au sein de cette commission
- de désigner les membres de cette commission

En ce qui concerne la désignation des conseillers municipaux, afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil Municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il sera proposé au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant cinq membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », un membre issu de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* ».

De désigner les représentants des administrés et des associations et/ou les personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de constituer la commission extra -municipale Risques majeurs.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer à huit le nombre de ses membres.

Le Conseil Municipal après avoir décidé de voter à main levée, à l'unanimité, désigne, à l'unanimité les conseillers municipaux suivants : France GABORIT, Marjolaine AVENTURIER, Gilles DUTAU, Gabrielle CROUZIL, Julien BASCOUL, Michel CHASTAING, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD

Le Conseil Municipal désigne, à la majorité absolue (23 voix pour, 3 voix contre, 1 abstention) les représentants suivants:

- un représentant du Comité Communal des Feux et Forêts,
- un représentant de l'association 1^{er} secours
- un représentant des sapeurs- pompiers
- un représentant de la Réserve Communale de Sécurité Civile
- un représentant de l'association de la Croix Rouge
- Monsieur Éric ROLLAND, en sa qualité de médecin,
- Monsieur BALLER en sa qualité de personne qualifiée

04 - Affaires générales – Constitution d'une commission extra-municipale « Marchés Hebdomadaires » et désignation de ses membres.

Monsieur le Maire rappelle que les commissions extra-municipales sont des instances consultatives permettant d'associer les citoyens à la préparation des décisions prises par le Conseil Municipal. Elles sont librement constituées par le Conseil Municipal qui détermine lui-même leur objet, leur composition et les conditions de leur fonctionnement.

Instances de concertation, de réflexion et de proposition, les commissions extra-municipales associent :

- Les élus municipaux,
- Les représentants des administrés et des associations,
- Des personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Afin d'associer les citoyens de la commune sur les démarches que la Commune souhaite entreprendre sur le fonctionnement des marchés hebdomadaires, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de constituer une commission « Marchés Hebdomadaires »,
- de fixer à neuf le nombre des conseillers municipaux qui siégeront au sein de cette commission
- de désigner les membres de cette commission

En ce qui concerne la désignation des conseillers municipaux, afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil Municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », un membre issu de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* »

De désigner les représentants des administrés et des associations et/ou les personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de constituer la commission extra-municipale « Marchés Hebdomadaires ».

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer à huit le nombre de ses membres, compte tenu du refus du membre de la liste « Faire réussir la Gauche au service des Clapiérois », de siéger au sein de cette commission.

Le Conseil Municipal après avoir décidé de voter à main levée, à l'unanimité, désigne, à l'unanimité les conseillers municipaux suivants : Servane BESSOLES, Bernadette BRISARD, Thierry NOEL, Marjolaine AVENTURIER, Gabrielle CROUZIL, Guillaume BUREL, Valérie ADAM, Marie-Noëlle SIBIEUDE

Le Conseil Municipal désigne, à l'unanimité les représentants suivants:

- un représentant de l'association des commerçants sédentaires de Clapiers
- un représentant des commerçants ambulants

05 – Affaires générales – Adhésion à la convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Clapiers et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'achat d'un logiciel métier périscolaire.

Madame TEILHARD-RIOLA, adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires indique au Conseil Municipal que dans une démarche d'optimisation des coûts, de recherche d'économie d'échelle et de mutualisation des moyens humains et techniques, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a proposé à ses Communes membres, d'organiser le lancement d'une consultation pour l'acquisition d'un logiciel des temps périscolaires dans le cadre d'un groupement de commande.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été désignée coordonnateur du groupement par délibération de son Conseil du 19 mai 2014 (n° 12249) et autorisée à lancer une consultation commune pour le compte des membres du groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert). Le marché sera à bons de commande.

Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée de un an, reconductible trois fois.

Chaque commune sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

Elle propose donc au Conseil Municipal l'adhésion à la convention annexée qui a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant

Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, en vue de la passation du marché relatif à « l'acquisition d'un logiciel de gestion des temps périscolaires ».

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

Elle demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à la présente convention,
- autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

06 – Affaires générales – Adhésion à un groupement de commande pour l'achat de gaz, de fournitures et de services associés.

Monsieur le Maire, rappelle au Conseil Municipal que la Commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de l'Hérault (HERAULT ENERGIES), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur 334 communes du territoire héraultais.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Ainsi les personnes publiques, faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par le Code des Marchés Publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L. 331-4 et L. 441-5 du Code de l'Energie.

Dans ce sens, HERAULT ENERGIES propose un groupement de commande à l'échelle départementale qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et qui assure une maîtrise des consommations.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Monsieur le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des marchés en cours dont la collectivité sera partie prenante.

Vu la Directive Européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la Directive Européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu la Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation,

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics, notamment son article 8,

Considérant que la Commune a des besoins en matière d'achat de gaz naturel, de fourniture et de services associés,

Considérant que la collectivité membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant qu'HERAULT ENERGIES propose la constitution d' un groupement de commande, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés.

Considérant que le groupement est constitué pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2015,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé un ou des marché(s) ferme(s) d'une durée de 1 an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015,

Considérant qu'HERAULT ENERGIES sera le coordonnateur du groupement,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution du marché sera celle du coordonnateur,

Considérant l'intérêt que présente pour la Commune ce groupement au regard de ses besoins propres,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'adhérer au groupement de commande pour « l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services associés »
- De donner mandat à Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints pour signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération, dont les engagements éventuels de la commune à participer au(x) marché(s) public(s),
- D'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 de l'acte constitutif et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- De donner mandat au Président du Syndicat Départemental d'Energie de l'Hérault pour signer et notifier le ou les marché(s) dont la Commune sera partie prenante,
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprise(s) retenue(s), le ou les marché(s) dont la Commune sera partie prenante,
- De s'engager à régler les sommes dues au titre du ou des marché(s) dont la Commune sera partie prenante et au titre de sa participation aux frais de fonctionnement du groupement, et à les inscrire préalablement au budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

07 – Affaires générales – Fixation du tarif de vente des repas pour le Téléthon 2014

Monsieur Éric PENSO, Maire de Clapiers, expose que depuis plusieurs années, l'OMSC, en partenariat avec la Commune organise un repas lors du Téléthon. Le produit de la vente des tickets pour cet événement est reversé à l'Association Française de lutte contre les Myopathies (AFM-Téléthon).

Dans l'hypothèse où cette manifestation serait à nouveau organisée et pour des motifs de bonne gestion, la Commune assurera la vente des tickets.

Il propose au Conseil Municipal de fixer le prix de vente des tickets à 18,00€ (dix-huit euros) par personne, pour le repas du Téléthon organisé en collaboration avec l'OMSC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, fixe le prix de vente des repas pour le Téléthon à 18,00€ par personne.

08 – Personnel – Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, il conviendrait de :

- De supprimer un poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à temps complet, suite à la nomination au grade de technicien principal de 2^{ème} classe après détachement pour stage.
- De supprimer un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet et de créer, corrélativement, un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps complet.
- De supprimer un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet 25h, et de créer, corrélativement, un poste d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à temps non complet de 25 heures hebdomadaires.
- De supprimer un poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à temps complet suite à la fermeture d'une classe, et au départ à la retraite d'un agent occupant ce poste.

- De supprimer un poste d'animateur à temps complet et de créer, corrélativement, un poste d'animateur principal de 2^{ème} classe à temps complet.
- De supprimer un poste de Brigadier à temps complet et de créer corrélativement un poste de Brigadier-chef principal à temps complet.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe de 28 heures hebdomadaires à temps complet.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe de 23h30 à 25 heures hebdomadaires.
- D'augmenter la durée hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe de 19 heures à 23 heures hebdomadaires.
- De créer un poste de Rédacteur à temps complet.

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

Service Administratif :

Directeur Général des Services	temps complet	1
Attaché Principal	temps complet	1
Attaché	temps complet	1
Rédacteur Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Rédacteur	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	6
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	1
Contractuel Collaborateur de Cabinet	temps complet	1
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Service Communication :

Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Police Municipale :

Chef de Service	temps complet	1
Brigadier-Chef Principal	temps complet	2
Gardien de Police	temps complet	1
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	temps complet	1

Service Technique :

Technicien principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Technicien	temps complet	1
Agent de Maîtrise Principal	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	3
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	8

Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	2
ATSEM Principal de 2 ^{ème} classe	temps incomplet (17h30)	1
ATSEM 1 ^{ère} classe	temps complet	2
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29h)	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	6
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (33 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (23 h)	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (20 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (18 h)	1

Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs

Attaché Territorial.....	temps complet	1
Animateur principal 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1
Animateur	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint d'animation 1 ^{ère} classe	temps complet	5
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (22h)	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (19h)	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29h30)	1

09 – Finances – Augmentation du don sur livret pour les nouveaux nés

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 17 septembre 2014,

Madame France GABORIT, première adjointe déléguée aux finances, rappelle qu'actuellement, la commune propose aux parents des nouveau-nés d'effectuer un virement d'un montant de 30,00€ sur un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant.

Elle propose au Conseil Municipal d'augmenter ce versement à 40,00€ par nouveau-né. Cette augmentation sera effective si tôt que la délibération sera rendue exécutoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :
Approuve l'augmentation à 40,00€ par nouveau-né du don sur livret.

10 – Finances – Demande de subvention auprès des archives départementales pour l'achat de matériel informatique

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 17 septembre 2014,

Madame France GABORIT, première adjointe déléguée aux finances, explique que les obligations en matière d'archivage, pour les collectivités, sont de plus en plus importantes. Pour réaliser ce travail de manière efficace, l'agent chargé de la gestion des archives communales a besoin de disposer d'un matériel informatique dédié, afin de lui permettre de gérer les archives directement depuis les magasins.

La solution la plus pertinente serait l'acquisition par la Commune d'un ordinateur portable. Cet achat peut être financé par les Archives Départementales de l'Hérault à hauteur de 50% de la dépense HT.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Achat de matériel informatique	889,91 €	1 067,89 €	Archives Départementales	444,96 €	50,00%
			Commune	444,95 €	50,00%
TOTAL DES ACQUISITIONS	889,91 €	1 067,89 €	Montant total des subventions demandées aux Archives Départementales de l'Hérault	444,96 €	50,00%
			Commune	444,95 €	50,00%

Elle propose par ailleurs au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter auprès des archives départementales une subvention conformément au plan de financement présenté ci-dessus et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :
Approuve cette demande de subvention, le plan de financement ci-dessus et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

11 – Affaires foncières / Urbanisme – Labellisation Eco-quartier de la ZAC du Castelet

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme, rappelle au Conseil Municipal l'enjeu stratégique que représente pour la Commune de Clapiers la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée « Le Castelet »

Cette réalisation a notamment pour ambition de mettre en application les principes actuels retenus par l'Etat et contenus dans la Charte des Eco-quartiers ci-jointe.

Il indique que l'adhésion à cette Charte constituerait l'engagement de la Commune dans une politique d'aménagement durable permettant de garantir l'épanouissement des citoyens et un développement équilibré et solidaire.

C'est pourquoi il propose au Conseil Municipal :

- D'adhérer à la charte des Eco-quartier
- D'adhérer au Club National des Eco quartiers,
- De s'engager dans une démarche sur le long terme qui pourra aboutir à la labellisation de l'Eco-quartier Le Castelet,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

12 – Affaires foncières / Urbanisme – ZAC du Castelet : intérêt général du projet

Vu les articles L.126-1 et R.126-2 du code de l'environnement ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal de la Commune de Clapiers du 11 octobre 2013 portant création de la ZAC « le Castelet » ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal de la Commune de Clapiers du 11 décembre 2013 portant saisine du Préfet de l'Hérault en vue de l'ouverture d'une enquête publique unique aux fins de l'obtention de l'arrêté déclarant l'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Clapiers et cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet au profit de l'EPF LR ;

Vu l'arrêté du Préfet de l'Hérault du 9 avril 2014 portant ouverture de l'enquête publique unique précitée ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, en date du 4 juillet 2014 ;

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme rappelle que la Commune de Clapiers fait partie de la proche banlieue de Montpellier au sein de laquelle elle figure parmi les communes les plus attractives.

La forte croissance démographique a amené la Ville à mener une réflexion sur le développement de son territoire tout en souhaitant conserver son identité. Afin de répondre à la demande de logements, la Commune de Clapiers a envisagé, en limite sud-est de son territoire, sur le site des Moulières, la réalisation d'un programme mixte à dominante habitat dans le cadre d'un aménagement d'ensemble de grande qualité paysagère et de densité maîtrisée de type éco-quartier.

Le projet envisagé constitue une opération d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme selon lequel « les actions ou opérations d'aménagement ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme... ».

Le secteur du Castelet permettra de renforcer l'offre de logements et d'apporter une réponse à la très forte demande en logements. Le projet prévoit la réalisation d'un programme 450 logements, accompagné d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure. Le programme prévoit aussi la réalisation de 250 m² surface de plancher de commerces de proximité.

Un schéma de référence a défini le programme général de l'opération dont les lignes de forces sont les suivantes :

- ✓ une pluralité de modes d'habiter offerte pour une bonne mixité sociale et générationnelle;
- ✓ des orientations de logements bioclimatiques permettant une bonne gestion de l'eau et des déplacements ;
- ✓ une centralité à l'interface entre l'avenue Georges Frèche et le boulevard de la liberté ;
- ✓ l'interpénétration de l'urbanisation avec la nature ;
- ✓ la création d'un ourlet végétal au niveau du fossé principal constituant la limite à l'urbanisation.

Ce projet comportera des formes urbaines novatrices associant des habitations groupées ou isolées dans une armature d'espaces publics largement végétalisés et favorisant les modes de déplacements doux. La

programmation et la qualité de traitement architectural des lots compteront pour beaucoup dans une greffe réussie du nouveau quartier avec le village.

Le programme global des constructions prévoit une diversité de typologies architecturales permettant d'accueillir une population variée en termes générationnelle et sociale :

- des typologies variées de logements collectifs superposés le long du boulevard de la Liberté et sur une partie de l'avenue Georges Frêche n'excédant pas R+2+attique et privilégiant des espaces extérieurs privatifs ;
- un secteur de maisons individuelles de typologies diversifiées (individuelles ou groupées) n'excédant pas R+1.

Des espaces publics favoriseront le lien entre le nouveau quartier et le reste du village :

- deux placettes, l'une sur l'Avenue Georges Frêche, l'autre sur le Boulevard de La Liberté, à l'interface avec l'existant, garantissant la couture avec le village.
- des jardins familiaux
- un ou deux équipements publics à destination des habitants du nouveau quartier et des habitants du village sont envisagés sur le périmètre du projet. En effet, sont prévus une emprise réservée destinée à un futur équipement public de type maison de l'enfance (crèche ou équipement scolaire...) à proximité de la placette donnant sur le Boulevard de La Liberté et l'aménagement d'une zone de loisirs paysagée au sud du site, intégrant les bassins de rétention au sein d'un espace vert de qualité, assurant une transition douce entre l'urbanisation et la nature

Afin de répondre à ces besoins et aux attentes des populations désireuses de s'installer ou de pouvoir rester sur le territoire de la Commune de Clapiers, cette dernière a décidé, par délibération du Conseil Municipal du 22 octobre 2009, de lancer la procédure de concertation préalable à la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) dénommée Le Castelet, de type éco-quartier en vue de réaliser un projet d'ensemble comprenant environ 450 logements dont 30% de logements locatifs sociaux ainsi que des équipements publics.

Suite au jugement rendu en date du 22 février 2011, annulant les délibérations du Conseil Municipal du 22 octobre 2009 au motif que tous les membres du Conseil Municipal n'avaient pas tous été régulièrement convoqués, le Conseil Municipal a délibéré à nouveau en date du 13 juillet 2011 pour engager une concertation publique, qui s'est déroulée, pendant toute la durée des études préalables.

Par délibération en date du 11 octobre 2013, le Conseil Municipal a tiré le bilan de la concertation, le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale et a créé la ZAC Le Castelet.

Afin de pouvoir réaliser les acquisitions foncières compatibles avec le calendrier de réalisation de la ZAC/ ou faute d'accord amiable permettant la maîtrise foncière, une enquête publique unique a été menée en vue :

- De la déclaration d'utilité publique du projet ;
- De la mise en compatibilité du PLU de la ville de Clapiers avec le dit projet ;
- De la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de la ZAC « le Castelet » au profit de l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF LR).

Cette enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions de l'article L.123-1et suivants du Code de l'Environnement du 28 avril 2014 au 6 juin 2014 inclus

En application de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ».

Par ailleurs « *la déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.* »

La présente délibération a pour objet de répondre audit article.

Motifs et considérations justifiant l'intérêt général de l'opération ZAC Le Castelet:

- la réalisation de la ZAC Le Castelet s'inscrit dans le développement futur de la Commune préconisé dans le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et pris en compte dans son document d'urbanisme;
- l'opération répond également à l'objectif de mixité sociale introduite par la Loi « *Solidarité et renouvellement urbains* » dite SRU, et de production de logements sociaux fixé par le programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pour cela, son

programme de construction prévoit la réalisation de 30% de logements sociaux et de 20% de logements en accession abordable.

- l'opération permet la réalisation d'un quartier mixte, accueillant également du commerce et répond au besoin important en logements exprimé sur la ville, du fait notamment de l'arrivée continue de nouveaux habitants liée à la forte attractivité du territoire montpelliérain ;
- l'opération permet la diversification de l'offre de logements en créant des typologies de logements différentes et du commerce de proximité favorisant ainsi la mixité générationnelle, sociale et des fonctions urbaines;
- l'opération ambitionne la création d'un nouveau quartier relié au reste de la ville en créant des nouveaux espaces publics favorisant ainsi les échanges et les connexions entre tous les habitants.
- l'opération se veut être une opération de grande qualité paysagère et environnementale afin de proposer une qualité de vie agréable à ses futurs habitants, de préserver celle des habitants déjà présents et de respecter l'intégrité de l'armature des espaces naturels existants;
- le projet privilégie les modes de déplacement doux au travers de l'aménagement d'un réseau de pistes cyclables et de voies piétonnes reliées entre elles et au reste de la ville ;
- le projet prend en compte la question hydraulique qui se pose comme un élément fort du projet s'appuyant sur la topographie du site pour positionner et définir les dispositifs hydrauliques ;

Prise en considération de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement :

Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact au titre du 33° de l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement « *Travaux, constructions et aménagements réalisés en une ou plusieurs phases, lorsque l'opération crée une SHON (Surface Hors Œuvre Nette) supérieure ou égale à 40 000 mètres carrés ou dont le terrain d'assiette couvre une superficie supérieure à 10 hectares.* ».

L'étude d'impact, réalisée en mars 2013, du projet de la ZAC a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent limités sur les milieux naturels.

D'une manière générale, une grande partie des milieux naturels et semi-naturels observés est constituée de friches, de vignobles ou de parcelles agricoles, espaces qui restent communs et peu patrimoniaux, tant sur le plan botanique que faunistique. Aucune parcelle ne représente d'enjeu majeur ou très fort pour le patrimoine naturel. Toutefois quelques espèces ou habitats à enjeu fort pour le site ont été identifiés (habitats d'intérêt communautaire en état de conservation moyen/ espèces d'insectes à fort enjeu pour la région/espèce de chauve-souris protégée et d'intérêt communautaire/station de plante patrimoniale)

Les impacts les plus caractéristiques feront l'objet de mesures permettant d'en limiter les effets.

Les mesures destinées à éviter les effets négatifs du projet sur l'environnement tels que rappelées page 3 de la Délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2013 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté « Le Castelet » seront rigoureusement observées.

En application de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, le 18/04/2013. Par lettre de la DREAL en date du 19 juin 2013, la Commune de Clapiers a été informée de l'absence d'observations.

Résultat de la consultation du public et nature et motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique :

Conformément aux dispositions applicables aux dossiers de création de ZAC, une procédure de concertation avec le public a été réalisée et dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil Municipal, le 4 octobre 2013.

Une enquête publique a été réalisée du 28 avril 2014 au 06 juin 2014 visant à informer et consulter public concernant :

- l'utilité publique du projet justifiant l'adoption d'un arrêté portant déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;
- l'enquête parcellaire de l'opération en vue de l'adoption d'un arrêté de cessibilité ;
- la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Le commissaire enquêteur a relevé que les questions et remarques du public concernaient principalement les caractéristiques de l'opération et non son bienfondé.

La Commune a répondu aux questions par thématique dans le cadre des échanges avec le commissaire enquêteur.

Cependant, une grande majorité des questions ne pourront trouver de réponses précises qu'au stade de la réalisation de la ZAC par la réalisation des études d'avant-projet et du plan de conception par la SAAM aménageur de la ZAC.

Soulignant le bienfondé du projet engagé par la Ville, le commissaire enquêteur a conclu son rapport en formulant un avis favorable sur la déclaration d'utilité publique, la mise en compatibilité du PLU et la cessibilité des parcelles.

Ainsi, au vu de cet avis, les résultats de l'enquête publique n'ont pas conduit à modifier le projet soumis à la consultation du public.

En conséquence, il demande au Conseil Municipal :

- d'adopter la déclaration de projet relative à la ZAC Le Castelet;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'Hôtel de Ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (22 voix pour, 5 voix contre) :

- d'adopter la déclaration de projet relative à la ZAC Le Castelet;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

13 – Affaires foncières / Urbanisme – Modification du PLU N°1 : information sur l'engagement de la procédure

Monsieur CHRETIEN, adjoint délégué à l'urbanisme rappelle que le plan local d'urbanisme (PLU) de Clapiers a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2013 et fait l'objet d'une procédure, en cours, de mise en compatibilité avec la Déclaration d'Utilité Publique de la Zone d'Aménagement du Castelet.

Il indique qu'il est depuis apparu nécessaire d'apporter au document d'urbanisme des modifications pour :

- d'une part en améliorer l'application et permettre la bonne réalisation de projets d'intérêt collectif.
- d'autre part prendre en compte les modifications résultant de la Loi ALUR du 24 mars 2014 qui affectent également le règlement du PLU (suppression de la règle des superficies minimales des terrains et du Coefficient d'Occupation des Sols).

Les modifications ainsi envisagées ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du PLU en vigueur.

Ces modifications n'auront pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou encore une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

En conséquence, il indique qu'il y a lieu de procéder à une modification du PLU telle que prévue par l'article L. 123-13-1 du Code de l'Urbanisme

Monsieur le Maire a donc décidé d'engager la modification N°1 du PLU, notamment pour les objectifs définis ci- dessous :

- la suppression du COS conformément à la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et l'instauration sur les secteurs identifiés à enjeux d'un coefficient d'emprise au sol voire d'une surface minimale non imperméabilisée ou éco-aménageable telle que définie par l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ;

D'autres modifications du règlement pourront être intégrées à la présente modification sur la base d'une analyse de l'application des dispositions actuelles.

La procédure de modification prescrite à l'article L 123-13-1 du Code de l'Urbanisme permet la prise en compte de ces objectifs.

Il propose au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous actes ou conventions en relation avec cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (5 abstentions)

- de prendre acte de l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous actes ou conventions en relation avec cette affaire

14 – Affaires diverses – Motion sur le devenir de la Poste à Clapiers

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Direction de La Poste a décidé d'une réduction des horaires du bureau de Poste de Clapiers de 2h45 hebdomadaire, ainsi que de la diminution des effectifs puisque seul un agent sera présent durant quatre matinées par semaine.

Ces mesures traduisent une dégradation du service rendu aux usagers et aux entreprises ainsi qu'une détérioration des conditions de travail des agents.

Compte tenu de l'importance de la présence de la Poste sur la Commune, très appréciée de l'ensemble des Clapiérois, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- De voter une motion par laquelle il est demandé, à la Direction de la Poste, de revenir sur ses choix et de conserver l'amplitude horaire du bureau de Poste de Clapiers et des emplois, afin de maintenir la qualité du service offert aux usagers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De voter une motion par laquelle il est demandé, à la Direction de la Poste, de revenir sur ses choix et de conserver l'amplitude horaire du bureau de Poste de Clapiers et des emplois, afin de maintenir la qualité du service offert aux usagers.